

VIII/ Polarisation et genre sur le marché du travail

Guillaume Allègre et Gregory Verdugo

Depuis le début du XX^e siècle, la structure des marchés du travail européen s'est transformée principalement de deux manières : d'abord les femmes ont été de plus en plus nombreuses à participer au marché du travail, même lors de la crise, et les taux d'activité des femmes entre pays européens, autrefois éloignés, se sont rapprochés spectaculairement. Ensuite, le marché du travail apparaît de plus en plus polarisé. Derrière le terme de « polarisation », on désigne la disparition des emplois intermédiaires au profit d'emplois soit de faibles niveaux de qualification, soit de très hauts niveaux de qualification. Nous montrons dans ce chapitre que les questions de genre et de polarisation du marché du travail s'entremêlent en Europe plus qu'ailleurs, car les emplois en croissance, en réponse à la polarisation, sont beaucoup plus souvent occupés par des femmes. Au contraire, les hommes sont majoritaires dans des emplois intermédiaires en déclin.

Nous comparons cette situation avec celle des États-Unis où les taux d'activité féminine ont reculé dans la période récente et où la ségrégation par genre entre professions est bien plus modérée. Nous montrons que la plus forte spécialisation entre emplois par genre en Europe explique en grande partie pourquoi les taux d'activité féminine se sont maintenus et ont même augmenté en Europe ces dernières années alors qu'ils stagnaient ou diminuaient aux États-Unis.

Évolutions contrastées de l'activité entre hommes et femmes

En Europe comme aux États-Unis, l'emploi a fortement chuté après 2008 pendant toute la Grande récession. La chute s'est

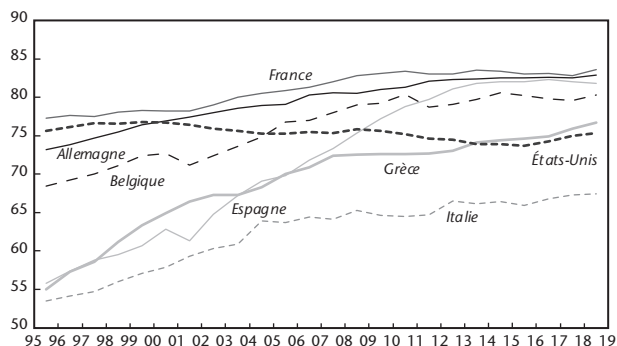
aggravée en Europe après le second choc de la crise de la zone euro en 2011. Néanmoins la réponse des taux d'activité des 25-54 ans a été très différente des deux côtés de l'Atlantique. Dans l'Europe des 15, cette tranche d'âge de la population qui est la plus active¹ a vu son taux de participation augmenter entre 2007 et 2018, de 84,7 % à 85,9 %, tandis qu'aux États-Unis, le taux d'activité chutait entre 2007 et 2015, de 83 % à 80,9 %, avant de se redresser récemment de 1,2 point entre 2015 et 2018. La taille de la population active a ainsi réagi beaucoup plus négativement et durablement à la récession aux États-Unis qu'en Europe. Une des premières explications à cette plus grande cyclicité est la faible générosité des allocations chômage aux États-Unis : les chômeurs américains deviennent plus rapidement découragés et ils ont plus de chance de basculer dans l'inactivité (Farber et Valletta, 2015).

Néanmoins, les différences de systèmes d'indemnisation des chômeurs n'expliquent pas tout : lorsque l'on regarde séparément les taux d'activité des hommes et des femmes, on observe une évolution extrêmement contrastée entre l'Europe et les États-Unis pour les femmes. Le graphique 1 montre que le taux d'activité des femmes (25-54 ans) augmente fortement en Europe entre 1995 et 2008 (à l'exception de la Finlande) tandis qu'il diminue aux États-Unis depuis le début des années 2000. De plus, jusqu'au début de la Grande récession, les taux d'activité féminins se sont rapprochés rapidement entre pays européens, ceux-ci augmentant bien plus vite là où ils étaient au départ les plus faibles. L'exemple le plus spectaculaire est notamment le taux d'activité féminin espagnol qui bondit de 56 % à 82 % entre 1995 et 2008, soit une hausse de 26 points en 13 ans ! En France, où le taux d'activité des femmes était déjà parmi les plus élevés dans les années 1990, la hausse est moins spectaculaire mais elle atteint tout de même 7 points de pourcentage sur la période.

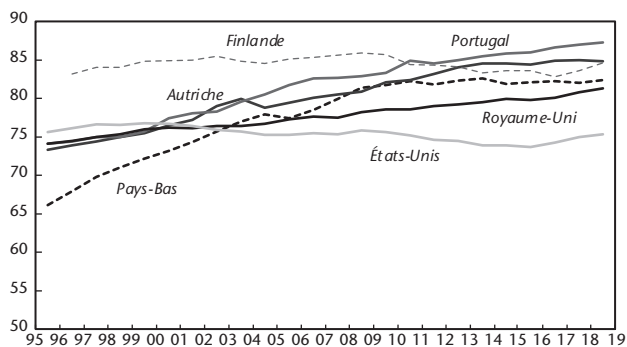
1 Se concentrer sur les 25-54 ans permet d'exclure de l'analyse la plupart des étudiants et les retraités. Les décisions en termes de choix d'éducation et de retraites ne sont en effet pas traitées dans ce chapitre. L'inactivité (au sens statistique) entre 25-54 ans peut être un choix entre production domestique (garde des enfants, soin des parents, tâches ménagères), loisir (plus généralement un mélange de loisir et de production domestique), un découragement sur le marché du travail (chômeur cessant de chercher du travail) ou traduit l'impossibilité de travailler (pour raisons de santé, situation de handicap, absence d'accès au transport, ...).

Graphique 1. Taux d'activité des femmes, 25-54 ans

Taux d'activité en %



Année



Sources : Eurostat pour l'Europe et OCDE pour les États-Unis.

Cette convergence entre pays a réduit les écarts autrefois importants de taux d'activité entre les femmes et les hommes. Elle a ralenti depuis la Grande récession en 2007 mais elle n'a pas été stoppée pour autant. Même si l'évolution est ralentie, les taux d'activité féminins restent en hausse notamment en Italie

ou au Portugal. De plus, les taux d'activité des femmes n'ont pas diminué durant la crise contrairement aux États-Unis où ils sont maintenant largement inférieurs à ceux de la plupart des pays européens de notre échantillon à l'exception de l'Italie.

Pour les hommes, le graphique 2 montre beaucoup moins de différences à la fois en niveau et en tendance des taux d'activité sur les dernières décennies. Les taux d'activité baissent dans tous les pays, mais c'est aux États-Unis qu'ils ont le plus chuté. Le taux d'activité américain est maintenant au niveau le plus faible des pays de notre échantillon à l'exception de l'Italie. Si ce phénomène de retrait du marché du travail des hommes, appelé aux États-Unis « missing workers », s'est accéléré pendant la crise, le graphique montre qu'il n'est pas nouveau car le taux d'activité des hommes américains a commencé à chuter dès la fin des années 1990. Cette tendance reflète principalement la baisse de l'activité des individus les moins éduqués qui ont vu leurs opportunités sur le marché du travail réduites par la polarisation de l'emploi évoquée plus loin qui a fait pression à la baisse sur leur salaire et a diminué les opportunités d'emplois stables et correctement rémunérés. Elle est reliée en partie à la montée du nombre d'allocataires pour handicap (Aaronsen *et al.*, 2014) mais aussi, dans la dernière décennie, à la crise des opioïdes qui a diminué fortement le taux d'activité dans les régions où les prescriptions ont été les plus fréquentes (Harris *et al.*, 2019).

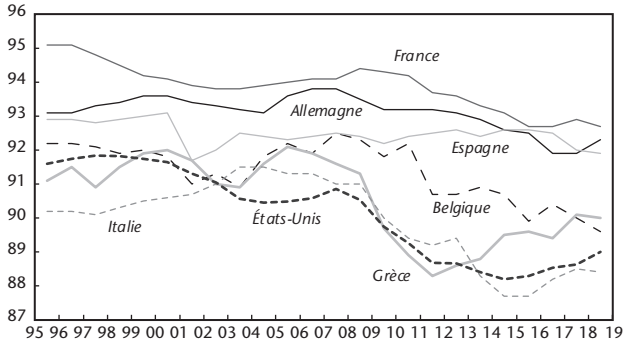
En Europe, la baisse des taux d'activité masculine est plus récente. Elle débute beaucoup plus tard lors de la Grande récession. Cette baisse de l'activité masculine a été initialement supposée temporaire et liée à l'ampleur du choc de la Grande récession. Or, force est de constater que, plus de dix ans après le début de la crise, la baisse des taux d'activité masculine persiste dans de nombreux pays comme la Belgique, l'Italie, l'Allemagne ou même les Pays-Bas qui sont loin d'avoir regagné le taux d'activité masculine observé avant la crise.

Polarisation et genre sur le marché du travail

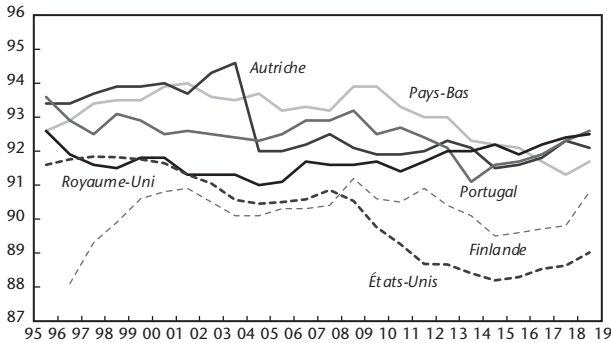
Une deuxième grande évolution structurelle du marché du travail a été celle de la polarisation de l'emploi. Après avoir quantifié son évolution la plus récente, nous rappelons ses origines.

Graphique 1. Taux d'activité des hommes, 25-54 ans

Taux d'activité en %



Année



Sources : Eurostat pour l'Europe et OCDE pour les États-Unis.

Nous montrons ensuite pourquoi polarisation et emploi des femmes s'entremêlent en Europe plus qu'ailleurs.

La polarisation avant, pendant et après la Grande récession en Europe

La polarisation désigne la recomposition récente du marché du travail autour de deux pôles où les conditions de travail, les

perspectives de carrière et les évolutions de salaire s'éloignent de plus en plus. Elle se caractérise par la baisse de la part des emplois intermédiaires dans l'emploi total tandis que croissent les emplois soit très qualifiés, soit peu qualifiés.

Empiriquement, la manière la plus courante de visualiser la polarisation consiste à calculer la répartition des emplois selon leur niveau de salaire initial moyen (Goos *et al.*, 2014), le salaire moyen d'une profession étant fortement lié aux conditions de travail et aux qualifications requises pour les emplois. Trois groupes de professions sont généralement retenus : les bas salaires, les professions intermédiaires et les professions à haut salaire².

Le tableau 1 montre la répartition de ces groupes d'emplois dans l'emploi total de chaque pays en 2003. Dans la plupart des pays, les professions intermédiaires étaient largement dominantes en 2003 tandis qu'on observait des différences plus importantes dans la part des professions à bas et hauts salaires. Ces différences reflètent en grande partie les différences de niveau d'éducation et de spécialisation industrielle entre pays. Le tableau 2 montre l'évolution de la part de chaque groupe d'emplois entre 2003 et 2018. Dans tous les pays, l'aggravation de la polarisation est claire, comme le montre la baisse de la part des professions intermédiaires. De même, dans la plupart des pays sauf les Pays-Bas, on observe une hausse de la part des emplois très qualifiés même si son ampleur peut varier de manière significative.

Dans Verdugo et Allègre (2017), nous montrons que la polarisation s'est particulièrement accélérée pendant la Grande récession en Europe, en particulier dans les pays les plus touchés par la montée du chômage. Dans ces pays, les destructions d'emplois se sont concentrées de manière disproportionnée sur les professions intermédiaires. Ces professions ont notamment perdu en quelques années plus de 30 % de leurs emplois en Irlande et en Espagne, et plus de 20 % au Portugal.

Les origines technologiques de la polarisation

Comment les économistes expliquent-ils cette polarisation de l'emploi ? La polarisation provient d'une part du progrès technologique, notamment des avancées régulières de

² Les résultats sont qualitativement similaires lorsqu'une classification plus détaillée est utilisée (Acemoglu et Autor, 2010).

Tableau 1. Distribution des catégories de professions en 2003 par pays

En %

Part des emplois par catégorie de profession, 2003			
Pays	Professions à bas salaires	Professions intermédiaires	Professions à hauts salaires
Autriche	27,0	43,7	29,3
Belgique	23,3	38,8	37,9
Espagne	30,9	40,5	28,6
Finlande	27,9	32,6	39,5
France	24,4	39,3	36,3
Irlande	25,2	37,5	37,3
Italie	27,5	44,6	27,9
Pays-Bas	22,5	29,8	47,7
Portugal	32,7	45,3	22,0
Royaume-Uni	29,5	33,9	36,6

Sources : EU-LFS. Calculs des auteurs.

Tableau 2. Polarisation des emplois en Europe

En %

Évolution de la part des emplois par catégorie de profession, 2003-2018			
Pays	Professions à bas salaires	Professions intermédiaires	Professions à hauts salaires
Autriche	0,4	- 6,9	6,5
Belgique	1,0	- 3,9	2,9
Espagne	4,2	- 5,6	1,4
Finlande	- 1,9	- 3,7	5,7
France	3,6	- 5,4	1,8
Irlande	- 5,0	- 8,3	3,3
Italie	2,1	- 6,2	4,0
Pays-Bas	4,8	- 4,6	- 0,2
Portugal	1,1	- 8,0	6,8
Royaume-Uni	- 2,2	- 5,3	7,5

Sources : EU-LFS. Calculs des auteurs.

l'informatique et la montée en puissance des technologies de l'information et de la communication. Pour expliquer comment l'informatique polarise l'emploi, le modèle couramment utilisé est celui d'Autor *et al.* (2003). Il est basé sur l'idée que chaque emploi nécessite d'effectuer un ensemble de « tâches » différentes pour produire. Ces tâches peuvent être accomplies soit par du travail humain, soit par une machine. Autor *et al.* (2003) en distinguent trois principales : les tâches cognitives ou abstraites, les tâches manuelles routinières et les tâches manuelles non-routinières. Les machines et le travail humain ont des avantages comparatifs pour chaque tâche que le progrès technologique modifie. Lorsque le progrès technologique repousse les limites des machines, la concurrence pousse les entreprises à revoir leur manière de produire en transférant des tâches du travail humain vers les machines.

Que font en pratique les ordinateurs ? Autor *et al.* (2003) montrent que dès les années 1970, les ordinateurs ont de plus en plus remplacé le travail humain dans les tâches routinières. Comme leur nom le suggère, ces tâches routinières requièrent une répétition prévisible de tâches simples. De telles tâches ont pu ainsi être très facilement codifiées et programmées à l'avance sur un ordinateur afin d'automatiser la production. Au fur et à mesure que leur coût baissait et que leurs capacités augmentaient, les ordinateurs vont remplacer le travail humain dans les emplois composés en majorité de tâches routinières. Or les tâches routinières étaient particulièrement fréquentes dans les emplois intermédiaires du secteur industriel. Conséquence de son automatisation rapide, ce secteur a vu fondre rapidement ses effectifs d'emplois intermédiaires. Mais l'industrie n'est pas le seul secteur où l'emploi intermédiaire a souffert. Les tâches routinières caractérisaient aussi l'activité de nombreux emplois intermédiaires dans les services. La technologie a diminué la demande des entreprises pour les emplois de guichetiers de banque, de secrétaires, de comptables qui ont été remplacés par des distributeurs automatiques et par l'utilisation de logiciels de comptabilité (Verdugo, 2017).

Au contraire, le progrès technologique a été favorable aux emplois qui nécessitaient d'effectuer des tâches cognitives ou abstraites (parfois appelées aussi de « cognitives non routi-

nières »)³. En décuplant les capacités de calcul, en diminuant le coût des communications et en augmentant la quantité d'informations disponibles, le progrès technologique a rendu plus productifs les travailleurs qualifiés qui occupent les professions à hauts salaires. Les problèmes à traiter dans ces emplois ne pouvant être anticipés ou décomposés en une série d'actes élémentaires, ce type de travail ne peut donc être facilement programmé à l'avance sur des ordinateurs. Ils n'ont donc pas subi la concurrence des ordinateurs. Les emplois d'analyste financier, de statisticien, de programmeur, de juriste, d'ingénieur, de chercheur ou de designer par exemple ont ainsi tiré parti du progrès technologique. On parle de progrès technologique biaisé en faveur des plus qualifiés : alors que l'économie moderne demandait de plus en plus d'ingénieurs pour développer les nouvelles technologies et de managers pour les mettre en place, les emplois intermédiaires étaient remplacés par l'automatisation.

Enfin, la croissance des professions à bas salaires provient du fait que les ordinateurs n'ont que peu influencé la demande de ce type de travail qui est composé en grande partie de tâches manuelles non-routinières. Bien que simples à effectuer pour du travail humain, les tâches manuelles non-routinières réclament de la flexibilité difficile à fournir par une machine. Ce besoin de flexibilité provient de la nécessité de travailler dans des contextes qui évoluent en permanence, de faire preuve de capacités de reconnaissance visuelle ou d'avoir des interactions interpersonnelles. Si de telles tâches sont simples à effectuer pour nous, les ordinateurs sont encore loin de pouvoir les accomplir. Les emplois du secteur des services non qualifiés qui sont le plus souvent à faible salaire sont caractérisés par ce type de tâches : ce sont par exemple le cas des aides-soignants, serveurs dans la restauration, vendeurs, ou employés d'une entreprise de

3 Les ordinateurs deviennent aujourd'hui très puissants sur certaines tâches cognitives non routinières comme les échecs et le jeu de go, non pas seulement grâce à leur capacité de calculs mais surtout, grâce au *machine learning* qui leur permet de générer de nouvelles stratégies. Pendant longtemps, aux échecs, les ordinateurs étaient battus par un binôme ordinateur/joueur (complémentarité) mais ce n'est plus le cas (substitution). Toutefois, contrairement aux métiers créatifs, les jeux de stratégie sont néanmoins des univers fermés où les contraintes et l'objectif final sont programmables en quelques lignes de code et où il n'y a pas de subjectivité.

nettoyage⁴. Ces emplois manuels ne requièrent pas un niveau élevé d'études, l'offre de travail est abondante bien que ces emplois soient faiblement rémunérés. Les ordinateurs ne pouvant y remplacer le travail, ces emplois ont été préservés de la destruction, mais ils ne bénéficient pas des gains de productivité liés aux nouvelles technologies (par conséquent, ils restent mal rémunérés malgré la hausse de productivité dans l'économie).

La polarisation plus favorable à l'emploi des femmes...

Pourquoi la polarisation influencerait-elle différemment l'emploi des hommes et des femmes ? La principale explication est que l'emploi en Europe reste fortement ségrégué entre hommes et femmes. Le tableau 2a montre qu'en 2007 en France, juste avant le choc de la Grande récession, 70 % des employés dans les professions intermédiaires en déclin étaient des hommes. Les femmes, au contraire, représentaient plus de 60 % des employés des professions à bas salaire en expansion rapide. Si, avec une proportion de 40 %, les femmes demeurent minoritaires dans les professions les mieux rémunérées, elles y sont bien plus fréquentes que dans les professions intermédiaires.

Cette surreprésentation des femmes dans les professions à bas-salaire et leur forte sous-représentation dans les emplois intermédiaires s'observent dans l'ensemble des pays européens de notre échantillon. Elles contrastent fortement avec les États-Unis où les professions à hauts et bas salaires sont composées pour moitié de femmes et où les femmes sont mieux représentées dans les professions intermédiaires.

Pour quantifier systématiquement les différences entre pays et l'évolution de la ségrégation par genre, le tableau 3b reporte l'indice de dissimilarité entre professions, calculé à partir de 20 catégories de profession en 2003 et 2018. Cet indice mesure la proportion de femmes qui devraient changer de profession pour que la distribution par genre soit parfaitement identique entre professions. Comme le montre le tableau, en 2018 en France, ces indices restent élevés et il aurait fallu que 45 % des femmes changent de profession pour égaliser les deux distributions. Un autre résultat important est que ce niveau de ségrégation montre une grande stabilité sur le long-terme car les indices de dissimilarité ne dimi-

4 Ajoutons que dans ces secteurs, le consommateur apprécie le contact humain.

Tableaux 3a et 3b. Ségrégation professionnelle selon le genre

	A. Proportion de femmes, 2007 en %			B. Indice de dissimilarité	
	Professions à bas salaires	Professions inter-médiaires	Professions à hauts salaires	2003	2018
États-Unis	50,4	38,1	50,8	32,3	32,7
Autriche	64,5	32,4	40,1	48,4	46,9
Belgique	59,9	35,0	40,5	47,8	46,4
Espagne	60,7	24,0	42,0	47,1	42,8
Finlande	72,6	28,9	46,8	53,7	49,3
France	69,5	36,6	43,3	49,0	45,9
Irlande	56,8	31,8	40,2	47,7	42,0
Italie	53,4	28,9	38,7	37,0	41,8
Pays-Bas	61,3	35,3	43,1	46,8	39,8
Portugal	67,5	30,9	40,9	48,4	42,1
Royaume-Uni	59,1	39,4	40,2	48,5	41,7

Sources : EU-LFS and CPS ASEC for the US. Calculs des auteurs.

nuent que modérément dans la période récente. Ainsi, malgré la polarisation rapide de l'emploi qui diminue les opportunités dans les emplois intermédiaires, peu d'hommes se sont aventurés dans des professions en expansion mais dominées par des femmes.

Une conséquence de cette ségrégation de l'emploi entre femmes et hommes est que, comme la polarisation affecte ces deux groupes de manière contrastée, elle apparaît plus favorable à l'emploi des femmes. Dans le tableau 4, nous confirmons cette intuition en calculant l'évolution de la part totale d'emplois selon le genre durant la Grande récession entre 2007 et 2013. Dans tous les pays, le nombre de femmes en emploi a bien moins décliné que le nombre d'hommes en emplois, notamment dans les pays les plus touchés par la crise comme l'Irlande ou les pays du sud de l'Europe. En Espagne, par exemple, l'emploi a chuté de 23 % pour les hommes mais de 'seulement' 8 % pour les femmes. Si l'emploi des hommes a aussi relativement plus souffert aux États-Unis, les différences par genre y sont bien moins spectaculaires qu'en Europe.

Conséquence de cette ségrégation par genre et du fait que les réallocations entre professions ont été rares, la destruction massive des emplois intermédiaires a pu encourager la hausse de l'activité des femmes. Un éventuel effet positif de la polarisation sur l'activité des femmes peut s'expliquer par deux mécanismes principaux : le premier est l'effet direct d'une demande de travail de plus en plus favorable aux femmes qui les pousse à se présenter sur le marché du travail. Le second effet est l'effet indirect du travailleur additionnel (Lundberg, 1985) : lorsque les revenus des hommes déclinent dans un ménage, à la suite d'un licenciement ou d'une baisse de salaire, les femmes tentent de compenser la perte de revenu en participant au marché du travail.

Dans Verdugo et Allègre (2017), nous quantifions le rôle de ces deux mécanismes dans l'évolution des taux d'activité européens à partir d'un modèle économétrique. Nous isolons d'abord des variations régionales de chocs de demande d'emploi séparément pour les hommes et les femmes. Nous relient ensuite ces chocs à l'évolution des taux d'activité des femmes dans chaque région. Nos estimations indiquent un très fort effet de chaque type de choc sur le taux d'activité des femmes. D'abord, comme prédit par la théorie du travail-

Tableau 4. Taux de croissance de l'emploi par sexe pendant la Grande récession, 2007-2013

En %

Pays	Femmes	Hommes	Différence femmes-hommes
États-Unis	0,1	- 2,1	2,0
Autriche	7,3	0,7	6,6
Belgique	7,4	0,3	7,1
Espagne	- 8,1	- 22,8	14,7
Finlande	- 0,6	- 2,2	1,6
France	2,5	- 0,7	3,2
Irlande	- 4,8	- 15,9	11,1
Italie	1,8	- 6,9	8,7
Pays-Bas	1,2	- 3,2	4,4
Portugal	- 9,6	- 16,0	6,5
Royaume-Uni	3,6	1,2	2,4

Sources : EU-LFS et CPS ASEC pour les États-Unis. Calculs des auteurs.

leur additionnel, les chocs négatifs de demande de travail sur des emplois occupés majoritairement par des hommes stimulent l'activité des femmes. Ainsi, plus les opportunités des hommes se détériorent sur le marché du travail, plus la participation des femmes augmente. Ensuite, les chocs positifs de demande de travail pour des emplois occupés par des femmes stimulent aussi l'activité des femmes. Quantitativement, nous trouvons que ce modèle prédit bien la plupart de la hausse de l'activité des femmes en France, en Finlande et en Espagne ; ses performances sont néanmoins décevantes pour l'Italie et le Portugal.

...et défavorable au mariage

On sait aujourd'hui que les probabilités que les couples se forment ou se séparent sont influencées par le marché du travail et les cycles économiques. Une explication à ce phénomène a été apportée par Becker (1973) qui démontre que les gains au mariage s'accroissent avec les différences de salaires sur le marché du travail entre les femmes et les hommes. D'après cette théorie, le mariage permet aux conjoints de se spécialiser dans la production (marchande ou domestique). Plus les inégalités sont élevées, plus les avantages comparatifs du mariage sont importants. Ce modèle prédit ainsi que lorsque les opportunités des hommes se dégradent et celles des femmes s'améliorent, la probabilité de formation des couples diminue⁵.

Dans Verdugo et Allègre (2017), nous testons les prédictions de ce modèle sur la période de la Grande récession en Europe. Nous estimons le lien entre les probabilités de mariage et de divorce au niveau régional et les chocs de demande de travail spécifiques aux hommes et femmes. Nos résultats confirment les prédictions du modèle de Becker. Nous trouvons que les chocs de demande de travail négatifs sur les hommes diminuent la probabilité de mariage. De même, les chocs de demande positifs sur l'emploi des femmes diminuent également la probabilité de mariage. On observe également des effets qui vont dans la même direction sur la probabilité de divorce qui augmentent en réponse à des chocs négatifs sur l'emploi des hommes et des

5 Si l'on ne croit pas au mécanisme avancé par Becker, les mêmes faits peuvent être expliqués par le poids des normes sociales selon lesquelles l'homme doit être le principal apporteur de ressources.

chocs positifs sur l'emploi des femmes. Nous concluons que la polarisation a affecté la probabilité de formation des couples lors de la Grande récession.

Conclusion

Nous avons montré dans ce chapitre que l'évolution des taux de participation des femmes au marché du travail en Europe durant les deux dernières décennies a été très différente de celle observée aux États-Unis. Après avoir convergé rapidement entre pays européens jusqu'à la fin des années 2000, les taux d'activité des femmes ont bien mieux résisté à la récession contrairement à ceux des hommes.

Ce dynamisme de l'activité féminine s'explique par le fait que la demande de travail est devenue plus favorable à l'emploi des femmes dans les dernières décennies en Europe, que ce soit lors des cycles ou de manière structurelle en raison de la polarisation de l'emploi. Le fait que les emplois en déclin soient plus souvent occupés par des hommes tandis que les emplois en expansion soient plus souvent occupés par des femmes a donné des incitations aux femmes à rester sur le marché du travail.

Repères bibliographiques

- ACEMOGLU D. et AUTOR D., « Skills, tasks and technologies : implications for employment and earnings », in ASHENFELTER O. et CAR D. (dir.), *Handbook of Labor Economics*, vol. 4, North-Holland, Amsterdam/New York, 2010.
- BECKER G. S., « A theory of marriage : part I », *Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 4, 1973, p. 813-846.
- FARBER H. S. et VALLETTA R. G., « Do extended unemployment benefits lengthen unemployment spells ? Evidence from recent cycles in the US labor market », *Journal of Human Resources*, vol. 50, n° 4, 2015, p. 873-909.
- GOOS M., MANNING A. et SALOMONS A., « Explaining job polarization : routine-biased technological change and offshoring », *American Economic Review*, vol. 104, n° 8, 2014, p. 2509-2526.
- HARRIS M. C., KESSLER L. M., MURRAY M. N. et GLENN B., « Prescription opioids and labor market pains : the effect of schedule II opioids on labor force participation and unemployment », *Journal of Human Resources*, à paraître (2019).
- LUNDBERG S., « The added worker effect », *Journal of Labor Economics*, vol. 3, n° 1, partie 1, 1985, p. 11-37.
- VERDUGO G., *Les Nouvelles Inégalités du travail*, Presses de Sciences Po, Paris, 2017.
- VERDUGO G. et ALLEGRE G., « Labour force participation and job polarization : evidence from Europe during the Great Recession », OFCE, *Document de travail*, n° 16, 2017.